

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TBT/2/Add.12/Rev.1  
1<sup>er</sup> juillet 1998

(98-2607)

Comité des obstacles techniques au commerce

Original: anglais

## MISE EN OEUVRE ET ADMINISTRATION DE L'ACCORD SUR LES OBSTACLES TECHNIQUES AU COMMERCE (MISE À JOUR: JUIN 1998)

### Révision

Conformément à l'article 15.2 de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce (OTC) et compte tenu de la décision du Comité OTC du 14 juillet 1995 sur les exposés concernant la mise en oeuvre et l'administration de l'Accord reproduite dans le document G/TBT/1/Rev.5 du 11 décembre 1997, j'ai l'honneur de transmettre au nom de la Communauté européenne les renseignements ci-après concernant les mesures prises par la Communauté aux fins de la mise en oeuvre de l'Accord. Une description du régime européen en matière de règles techniques est jointe en annexe au présent exposé.

1. La décision 94/800/CE du Conseil, du 22 décembre 1994, est le texte sur la base duquel la Communauté européenne a à la fois approuvé et officiellement contracté les obligations de l'Accord. Cette décision a été publiée dans le Journal officiel n° L 336 du 23 décembre 1994.
2. Des avis relatifs à l'élaboration des textes communautaires entrant dans le champ d'application de l'Accord sont publiés dans le Journal officiel des Communautés européennes (série C). Une fois adoptés, les textes de tous les règlements techniques et procédures d'évaluation de la conformité de la Communauté européenne sont aussi publiés dans le Journal officiel des Communautés européennes (série L).
3. Le délai normal ménagé par la Communauté et ses États membres pour la présentation d'observations par écrit est généralement de 60 jours.
4. La Commission européenne est responsable de la mise en oeuvre et de l'administration de l'Accord OTC.

Un point d'information OTC a été établi à la Commission. Des points d'information ont aussi été mis en place dans les États membres. Tous les points d'information sont pleinement opérationnels.

Pour ce qui touche au *domaine harmonisé* visé par la législation communautaire, le point d'information OTC de la CE a pour mission de donner des renseignements sur les règlements techniques, les normes et les procédures d'évaluation de la conformité conformément aux dispositions de l'article 10. Il est également chargé de notifier les règlements techniques et les procédures d'évaluation de la conformité de la Communauté relevant de l'Accord.

Pour ce qui touche au *domaine non harmonisé* visé uniquement par les législations nationales, les points d'information des États membres fournissent des renseignements conformément aux dispositions de l'article 10. Les institutions concernées des États membres notifient directement leurs projets de règlements au Secrétariat de l'OMC. Étant donné que les institutions publiques locales et les organismes non gouvernementaux relèvent de la compétence réglementaire de l'État membre sur le territoire duquel ils sont installés, ce sont les États membres qui s'acquittent des obligations prévues dans l'Accord en ce qui concerne ces institutions et organismes, y compris les obligations de notification définies aux articles 3.2 et 7.2, le cas échéant.

Vu qu'il existe déjà une procédure de notification des législations techniques nationales dans le cadre de la Communauté européenne, les États membres sont en mesure de remplir leurs obligations en matière de notification conformément aux dispositions de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce.

Dans chacun de ces *deux domaines*, le point d'information OTC de la CE est responsable de la mise en oeuvre des étapes suivantes des procédures de notification. Par conséquent, les observations des pays tiers concernant tout projet de règlement notifié par une institution d'un État membre doivent être adressées à cette institution et au point d'information OTC de la CE, lequel est chargé de répondre à de telles observations.

En outre, le point d'information OTC de la CE assure la coordination et le suivi des observations concernant les notifications des pays tiers.

En ce qui concerne les accords bilatéraux ou multilatéraux portant sur les normes, les règlements techniques et les procédures d'évaluation de la conformité, les notifications sont effectuées par la Commission européenne.

L'adresse du point d'information OTC de la CE est la suivante:

Point d'information OTC-CE (EC TBT Enquiry Point)  
DG III/A/1  
7ème étage, bureau 128  
Rue de la Science 15  
1049 Bruxelles  
Belgique

Téléphone: + (322) 299 12 64  
Téléfax: + (322) 296 16 64  
+ (322) 296 60 26  
+ (322) 296 67 56  
Télex: 21877 COMEU B.  
Courrier électronique: Gerhard.Lohan@dg3.cec.be

5. Les organismes européens à activité normative ci-après ont accepté le Code de pratique pour l'élaboration, l'adoption et l'application des normes reproduit dans l'annexe 3 de l'Accord:

Institut européen des normes de télécommunication (ETSI)  
Sophia-Antipolis  
BP 52  
F - 06561 Valbonne Cédex  
France

Téléphone: + (334) 92 94 42 00  
Téléfax: + (334) 93 65 47 16  
Courrier électronique: SECRETARIAT@ETSI.FR  
Site Internet: [www.etsi.fr](http://www.etsi.fr)

Comité européen de normalisation (CEN)  
Secrétariat central  
Rue de Stassart 36  
B - 1050 Bruxelles  
Belgique

Téléphone: + (322) 550 08 11  
Téléfax: + (322) 550 08 19  
Courrier électronique: [Infodesk@cenclcbel.be](mailto:Infodesk@cenclcbel.be)  
Site Internet: [www.cenorm.be](http://www.cenorm.be)

Centre européen de normalisation électronique (CENELEC)  
Rue de Stassart 35  
B - 1050 Bruxelles  
Belgique

Téléphone: + (322) 519 68 71  
Téléfax: + (322) 519 69 19  
Courrier électronique: [CENELEC@cenclcbel.be](mailto:CENELEC@cenclcbel.be)  
Site Internet: [www.cenelec.be](http://www.cenelec.be)

Des détails sont donnés dans les notifications d'acceptation communiquées par ces organismes au titre du paragraphe C de l'annexe 3 de l'Accord.

Le délai normal pour la présentation d'observations sur les projets de normes est de 60 jours.

Les listes des Normes européennes adoptées et des projets de Normes européennes soumis à consultation publique sont publiées dans le *Bulletin of the European Standards Organizations*.

6. Les mesures prises par les États membres de la Communauté européenne aux fins de l'application de l'Accord OTC sont présentées ci-après.

## **ALLEMAGNE**

### **I. PUBLICATIONS**

Les règles techniques sont adoptées par l'État fédéral ou par les Länder. Les règles techniques adoptées sous la forme de lois ou de règlements sont publiées dans le *Bundesgesetzblatt* (Journal officiel fédéral) ou dans le *Landesgesetzblatt* (journal officiel) du Land concerné.

Les normes sont publiées dans le *DIN-Anzeiger für technische Regeln* par l'organisme ci-après:

Beuth Verlag  
Burggrafenstrasse 6  
D - 10787 Berlin  
Allemagne

Téléphone: + (49 30) 26 01 0  
Téléfax: + (49 30) 26 01 12 60  
Courrier électronique: [postmaster@din.de](mailto:postmaster@din.de)  
Site Internet: [www.din.de](http://www.din.de)

Les normes électrotechniques sont publiées par:

VDE-Verlag  
Bismarckstrasse 33  
D - 10625 Berlin  
Allemagne

Téléphone: + (49 30) 348 00 10  
Téléfax: + (49 30) 341 70 93

### **II. POINT D'INFORMATION**

Deutsches Informationszentrum für technische Regeln (DITR) im DIN e.V.  
(Centre allemand d'information sur les règles techniques)  
Burggrafenstrasse 6  
D - 10787 Berlin  
Allemagne

Téléphone: + (49 30) 26 01 26 05  
Téléfax: + (49 30) 26 28 125  
Courrier électronique: [zimmermann@ditr.din.de](mailto:zimmermann@ditr.din.de)  
Site Internet: [www.din.de](http://www.din.de)

Le DITR, qui a été mis sur pied par le DIN, est l'organisme central chargé de fournir des renseignements sur les règlements techniques, les normes et les procédures d'évaluation de la conformité en vigueur en Allemagne.

### **III. NOTIFICATIONS**

Bundesministerium für Wirtschaft  
(Ministère fédéral de l'économie)  
Referat V A 3  
Villemombler Strasse 76  
D - 53107 Bonn  
Allemagne

Téléphone: + (49 228) 615 22 28  
Téléfax: + (49 228) 615 34 30  
Courrier électronique: postelle@bmwi.bund400.de

### **IV. INSTITUTIONS PUBLIQUES LOCALES**

La loi fondamentale allemande (Grundgesetz) autorise les 15 länder à adopter des règlements techniques dans les domaines autres que ceux qui sont expressément réservés au gouvernement fédéral. Les procédures d'information et de notification concernant les règlements adoptés par les autorités *infra*-fédérales sont appliquées par l'entremise du gouvernement central.

### **V. ORGANISMES À ACTIVITÉ NORMATIVE AYANT ACCEPTÉ LE CODE DE PRATIQUE**

Deutsches Institut für Normung (DIN)  
Site Internet: [www.din.de](http://www.din.de)

## **AUTRICHE**

### **I. PUBLICATIONS**

Les règlements techniques adoptés paraissent dans les publications officielles ci-après:

- Bundesgesetzblatt für die Republik Österreich (Journal officiel fédéral de la République d'Autriche )
- Amtsblatt für das Eichwesen (Bulletin officiel de métrologie)
- Amtsblatt für das Vermessungswesen (Bulletin officiel de géodésie)

Les projets de normes paraissent dans les publications suivantes:

- CONNEX (publié par l'Institut autrichien de normalisation – ON)
- e & i – Elektrotechnik und Informationstechnik (publié par l'Association électrotechnique autrichienne – ÖVE)

Les normes adoptées paraissent dans les publications suivantes:

- CONNEX
- ON-KATALOG
- e & i
- Amtsblatt zur Wiener Zeitung

## II. POINTS D'INFORMATION

### *\*Règlements techniques (article 10.1)*

Bundesministerium für Wirtschaftliche Angelegenheiten  
(Ministère fédéral des affaires économiques)  
Abteilung I/6 (Division I/6)  
Stubenring 1,  
A - 1011 Vienne  
Autriche

Téléphone: + (43 1) 71 100, poste 5452  
Téléfax: + (43 1) 715 96 51, 718 05 08  
Télex: (047) 11 145 regeb a ou 111 780 regeb a  
Courrier électronique/Internet: [Gabriela.Habermayer@bmwa.ada.at](mailto:Gabriela.Habermayer@bmwa.ada.at)  
Courrier électronique X 400: G=Gabriela; S=Habermayer; O=BMWA;  
P=BMWA; A=ADA; C=AT

### *\*Normes non gouvernementales (article 10.3)*

Österreichisches Normungsinstitut – ON  
(Institut autrichien de normalisation)  
Heinestrasse 38  
P.O. B. 130  
A-121 Vienne

Téléphone: + (43 1) 213 00/poste 613  
Téléfax: + (43 1) 213 00 650  
Télex: (047) 115 960 norm a  
Courrier électronique/Internet: [IRO@TBXA.telecom.at](mailto:IRO@TBXA.telecom.at)  
Courrier électronique/geonet: [TBXA.IRO](mailto:TBXA.IRO)

## III. NOTIFICATIONS

Bundesministerium für Wirtschaftliche Angelegenheiten  
(id. Points d'information ci-dessus)

## IV. INSTITUTIONS PUBLIQUES LOCALES

En ce qui concerne les règlements adoptés par les entités infrafédérales autrichiennes (Bundesländer), les procédures d'information et de notification se font par l'intermédiaire du gouvernement central.

## V. ORGANISMES À ACTIVITÉ NORMATIVE AYANT ACCEPTÉ LE CODE DE PRATIQUE

Österreichisches Normungsinstitut – ON (Institut autrichien de normalisation)  
Site Internet: [www.on-norm.at](http://www.on-norm.at)  
Österreichischer Verband für Elektrotechnik – ÖVE (Association électrotechnique autrichienne)

## **BELGIQUE**

### **I. PUBLICATIONS**

Les textes des règlements techniques, des normes et des procédures d'évaluation de la conformité sont reproduits dans les publications belges ci-après:

- IBN/BIN Revue
- *Belgish Staatsblad/Moniteur belge* (Journal officiel)

L'existence des projets de règlements techniques est également portée à la connaissance des membres effectifs de l'IBN/BIN tels AIB-Vinçotte, le Bureau Veritas, Fabrimetal, FEBIAC, la Fédération des industries agricoles et alimentaires et la Fédération du secteur du bâtiment. Ceux-ci présentent à leur tour ces projets à leurs membres et les publient dans leur documentation technique et leur presse professionnelle.

L'existence des projets de normes techniques est également annoncée aux membres adhérents de l'IBN/BIN, qui sont par exemple des entreprises, des usines, des bureaux d'étude, des cabinets d'architectes et des universités.

En ce qui concerne les procédures d'évaluation de la conformité, ces renseignements sont publiés dans la IBN/BIN Revue et au Journal officiel, mais aussi dans les bulletins d'information des organismes de certification et d'inspection et des ministères belges concernés.

### **II. POINT D'INFORMATION**

CIBELNOR

Institut belge de normalisation (IBN)/Belgish Instituut voor Normalisatie (BIN)

Avenue de la Brabançonne 29

B - 1000 Bruxelles

Belgique

Téléphone : + (322) 738 01 11

Téléfax: + (322) 733 42 64

Télex: 23877 benor b

Courrier électronique: Cibelnor@ibn.be

### **III. NOTIFICATIONS**

CIBELNOR est responsable de la notification des projets de règlements belges, de la transmission de ceux des autres Membres et de la collecte d'observations.

#### **IV. INSTITUTIONS PUBLIQUES LOCALES HABILITÉES À ADOPTER DES RÈGLEMENTS TECHNIQUES OU DES PROCÉDURES D'ÉVALUATION DE LA CONFORMITÉ**

Ministère de la Communauté Française  
Place Surllet de Chokier 15-17  
B - 1000 Bruxelles  
Belgique

Téléphone: + (322) 227 32 11  
Téléfax: + (322) 218 70 28

Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap  
Boudewijnlaan 30  
B - 1000 Bruxelles  
Belgique

Téléphone: + (322) 507 31 11  
Téléfax: + (322) 507 59 59

Ministerium Deutschsprachige Gemeinschaft  
Klötzerbahn 32  
B - 4700 Eupen  
Belgique

Téléphone: + (322) 74 45 39  
Téléfax: + (322) 55 28 91

Ministère de la Région Wallonne  
Place de la Wallonie 1  
B - 5000 Namur  
Belgique

Téléphone: + (32.81) 33 31 11  
Téléfax: + (32.81) 33 37 77

Ministère de la Région Bruxelles-Capitale  
Rue Royale 2  
B - 1000 Bruxelles  
Belgique

Téléphone: + (322) 518 17 11  
Téléfax: + (322) 518 17 39

Les communautés et les régions belges notifient leurs projets de règlements par l'entremise de CIBELNOR.

#### **V. ORGANISME DE NORMALISATION À ACTIVITÉ NORMATIVE AYANT ACCEPTÉ LE CODE DE PRATIQUE**

Institut belge de normalisation (IBN)



## **DANEMARK**

### **I. PUBLICATIONS**

Les projets de règlements techniques, de normes et de procédures d'évaluation de la conformité font l'objet de la publication de brefs avis dans le bulletin *Dansk Standard*.

### **II. POINT D'INFORMATION**

Dansk Standard  
(Association danoise de normalisation)  
Kollegievej 6  
DK - 2920 Charlottenlund  
Danemark

Téléphone: + (45) 39 96 61 01  
Téléfax: + (45) 39 96 61 02  
Courrier électronique: Dansk.Standard@ds.dk

### **III. NOTIFICATIONS**

Danish Agency for Development of Industry and Trade  
(Agence danoise pour le développement de l'industrie et du commerce)  
Tagensvej 137  
DK - 2200 Copenhagen N  
Danemark

Téléphone: + (45) 35 86 86 86  
Téléfax: + (45) 35 86 86 87  
Courrier électronique: journal@efs.dk  
Site Internet: www.efs.dk

### **IV. INSTITUTIONS PUBLIQUES LOCALES**

Aucune institution publique locale n'est habilitée à publier des règlements techniques ou procédures d'évaluation de la conformité.

### **V. ORGANISME À ACTIVITÉ NORMATIVE AYANT ACCEPTÉ LE CODE DE PRATIQUE**

Dansk Standard (Association danoise de normalisation)

## **ESPAGNE**

### **I. PUBLICATIONS**

Les textes des règlements techniques, des normes et des procédures d'évaluation de la conformité adoptés par le gouvernement central sont publiés dans le *Boletín Oficial del Estado* tandis que ceux adoptés par les Communautés autonomes sont publiés dans les *Boletines de las Comunidades Autónomas* correspondants.

## II. POINT D'INFORMATION

### *\*Règlements techniques:*

Ministerio de Economía y Hacienda  
(Ministère de l'économie et des finances)  
Dirección General de Comercio Exterior  
(Direction générale du commerce extérieur)  
Subdirección General de Inspección, Certificación y Asistencia Técnica  
(Sous-direction générale de l'inspection, de la certification et de l'assistance technique)  
Paseo de la Castellana, 162, 6a planta  
E - 28071 Madrid  
Espagne

Téléphone: + (34 1) 349 37 70/349 37 54 ou 349 37 64  
Téléfax: + (34 1) 349 37 77 ou 349 37 40  
Courrier électronique: javier.rubiodeurquia@mcx.es

### *\*Normes:*

Asociación Española de Normalización y Certificación (AENOR)  
(Association espagnole de normalisation et de certification)  
Fernandez de la Hoz, 52  
E - 28010 Madrid  
Espagne

Téléphone: + (34 1) 310 48 51  
Téléfax: + (34 1) 310 49 76  
Courrier électronique: aenor@aenor.es  
Site Internet: www.aenor.es

## III. NOTIFICATIONS

Le Ministère de l'économie et des finances s'occupe des notifications.

*La Comisión Interministerial para las Negociaciones en la Organización Mundial de Comercio* (Commission interministérielle pour les négociations à l'Organisation mondiale du commerce), créée par le Décret royal n° 295/95 du 24 février 1995, est chargée entre autres tâches de la coordination des activités liées à la mise en oeuvre de l'Accord OTC.

## IV. ORGANISME À ACTIVITÉ NORMATIVE AYANT ACCEPTÉ LE CODE DE PRATIQUE

Association espagnole de normalisation et de certification (AENOR)

## FINLANDE

### I. PUBLICATIONS

Les projets de règlements techniques, de normes et de procédures d'évaluation de la conformité sont publiés dans le bulletin d'information de la *SFS*.

## **II. POINT D'INFORMATION**

SFS (Finnish Standards Association - Association finlandaise de normalisation)  
P.O. Box 116  
FIN - 00241 Helsinki  
Finlande

Téléphone: + (358 9) 149 93 31  
Téléfax: + (358 9) 146 49 14  
Courrier électronique: wto@sfs.fi  
Site Internet: www.sfs.fi

## **III. NOTIFICATIONS**

Ministry of Trade and Industry  
(Département du commerce)  
P.O. Box 230  
FIN - 00171 Helsinki  
Finlande

Téléphone: + (358 9) 160 36 46/160 35 27  
Téléfax: + (358 9) 160 40 22  
Courrier électronique: maaraykset.tekniset@ktm.vn.fi  
Site Internet: [www.vn.fi/ktm/](http://www.vn.fi/ktm/)

## **IV. INSTITUTIONS PUBLIQUES LOCALES**

Les institutions publiques locales n'ont pas de fonctions spécifiques relevant de l'Accord OTC.

## **V. ORGANISME À ACTIVITÉ NORMATIVE AYANT ACCEPTÉ LE CODE DE PRATIQUE**

La SFS (Association finlandaise de normalisation)  
Site Internet: www.sfs.fi

## **FRANCE**

### **I. PUBLICATIONS**

Les textes des règlements techniques, les normes et les procédures d'évaluation de la conformité sont publiés dans le *Journal officiel de la République française*.

## **II. POINT D'INFORMATION**

Association française de normalisation (AFNOR)  
Centre d'information sur les normes et règlements techniques (CINORTECH)  
Tour Europe, Cédex 07  
F - 92049 Paris la Défense  
France

Téléphone: + (331) 42 91 56 69  
Téléfax: + (331) 42 91 56 56  
Télex: 611 974 afnor f  
Courrier électronique: [martine.vaquier.email.afnor.fr](mailto:martine.vaquier.email.afnor.fr)  
Site Internet: [www.afnor.fr](http://www.afnor.fr).

Outre les tâches mentionnées à l'article 10 de l'Accord OTC, l'AFNOR/CINORTECH informe les opérateurs économiques et les administrations des notifications transmises par les autres Membres.

## **III. NOTIFICATIONS**

Ministère de l'industrie,  
Délégation interministérielle aux normes  
Sous-direction de la qualité pour l'industrie et la normalisation (SQUALPI)  
22 rue Monge  
F - 75005 Paris  
France

Téléphone: + (331) 43 19 51 43  
Téléfax: + (331) 43 19 50 44  
Courrier électronique: [olivier.aubourg@industrie.gouv.fr](mailto:olivier.aubourg@industrie.gouv.fr)  
[suzanne.piau@industrie.gouv.fr](mailto:suzanne.piau@industrie.gouv.fr)

## **IV. INSTITUTIONS PUBLIQUES LOCALES**

Les institutions publiques locales ne sont pas habilitées à adopter des règlements techniques ni des procédures d'évaluation de la conformité.

## **V. ORGANISME À ACTIVITÉ NORMATIVE AYANT ACCEPTÉ LE CODE DE PRATIQUE**

L'Association française de normalisation (AFNOR)  
Site Internet: [www.afnor.fr](http://www.afnor.fr)

## **GRÈCE**

### **I. PUBLICATIONS**

Les textes des règlements techniques, des normes et des procédures d'évaluation de la conformité sont publiés au journal officiel.

## **II. POINT D'INFORMATION**

ELOT (Hellenic Organization for Standardization - Organisation hellénique de normalisation)  
Information Centre for Standards and Technical Regulations  
(Centre d'information sur les normes et les règlements techniques)  
313, Acharnon  
GR - 11145 Athènes  
Grèce

Téléphone: + (301) 201 98 90  
Téléfax: + (301) 202 07 76  
Télex: 21 96 21 ELOT GR  
Courrier électronique: eem@elot.gr

## **III. ORGANISME À ACTIVITÉ NORMATIVE AYANT ACCEPTÉ LE CODE DE PRATIQUE**

Organisation hellénique de normalisation (ELOT)  
Site Internet: [www.elot.gr](http://www.elot.gr).

## **IRLANDE**

### **I. PUBLICATIONS**

Des avis ou renseignements concernant les normes nationales, les règlements techniques et les procédures d'évaluation de la conformité sont publiés dans la feuille gouvernementale *Iris Oifigiúil* et dans le *NSAI Standards Bulletin*.

### **II. POINT D'INFORMATION**

*\*Règlements techniques:*

WTO Division  
(Division OMC)  
Department of Enterprise, Trade & Employment  
(Département de l'entreprise, du commerce et de l'emploi)  
Kildare Street  
IRL - Dublin 2  
Irlande

Téléphone: + (353 1) 661 44 44  
Téléfax: + (353 1) 676 61 54

*\*Normes:*

Standards Development  
(Elaboration des normes)  
National Standards Authority of Ireland  
(Direction nationale de la normalisation)  
Glasnevin  
IRL - Dublin 9  
Irlande

Téléphone: + (353 1) 807 38 00  
Téléfax: + (353 1) 807 38 38  
Site Internet: [www.nsai.ie](http://www.nsai.ie)

**ITALIE**

**I. PUBLICATIONS**

Les règlements techniques sont publiés dans la *Gazzetta Ufficiale della Repubblica* (Journal officiel).

**II. POINT D'INFORMATION**

*\*Règlements techniques:*

Consiglio Nazionale delle Ricerche (CNR)  
(Conseil national de la recherche)  
Ufficio Trasferimento Innovazione, brevetti, normativa tecnica (Stibnot)  
(Office du transfert de l'innovation, des brevets et des normes techniques)  
Via Tiburtina, 770  
I - 00159 Rome  
Italie

Téléphone: + (396) 407 58 26  
Téléfax: + (396) 499 32 440  
Courrier électronique: [Utinob @ IRMRETI.CED.RM.CNR.IT](mailto:Utinob@IRMRETI.CED.RM.CNR.IT)

*\*Normes (autres que celles concernant l'électricité et l'électronique):*

Ente Nazionale Italiano di Unificazione (UNI)  
(Institut italien de normalisation)  
Via Battistotti Sassi, 11:b  
I - 20153 Milan  
Italie

Téléphone: + (392) 700 241  
Téléfax: + (392) 701 061 06  
Courrier électronique: [Presidenza @ UNI.UNICEI.IT](mailto:Presidenza@UNI.UNICEI.IT)

*\*Normes concernant l'électricité et l'électronique:*

Comitato Elettrotecnico Italiano (CEI)  
(Comité italien de normalisation électronique)  
Viale Monza, 259  
I - 20126 Milan  
Italie

Téléphone: + (392) 257 731  
Téléfax: + (392) 257 732 01  
Courrier électronique: Camagni @ CEIUNI.IT

### **III. NOTIFICATIONS**

Ministero dell'Industria, del Commercio e dell'Artigianato (MICA - DGPI)  
(Ministère de l'industrie, du commerce et de l'artisanat)  
Divisione XIX  
Via Molise, 19  
I - 00187 Rome  
Italie

Téléphone: + (396) 470 526 69  
Téléfax: + (396) 478 877 48  
Courrier électronique: Min.Ind.Isp. Tecnico @ agora.stm.it

### **IV. ORGANISMES À ACTIVITÉ NORMATIVE AYANT ACCEPTÉ LE CODE DE PRATIQUE**

Ente Nazionale Italiano di Unificazione (UNI)  
Site Internet: [www.unicei.it](http://www.unicei.it)  
Comitato Elettrotecnico Italiano (CEI)

## **LUXEMBOURG**

### **I. PUBLICATIONS**

Les textes des règlements techniques, des normes et des procédures d'évaluation de la conformité sont publiés dans *Mémorial* (journal officiel).

### **II. POINT D'INFORMATION**

Inspection du travail et des mines (ITM)  
Rue Zithe 26  
Boîte postale 27  
L - 2010 Luxembourg  
Luxembourg

Téléphone: + (352) 478 61 50  
Téléfax: + (352) 491 447

## **PAYS-BAS**

### **I. PUBLICATIONS**

Des avis concernant l'élaboration de règlements techniques, de normes et de procédures d'évaluation de la conformité sont publiés dans le *Staatscourant*.

La même publication est utilisée pour les textes adoptés.

### **II. POINT D'INFORMATION**

*\*Article 10, paragraphe 1.1:*

Ministry of Finance  
(Ministère des finances)  
Office central des licences d'importation et d'exportation  
Administration fiscale et services douaniers  
Section CEE/OMC - Notifications  
Engelse Kamp 2  
P.O. Box 30003  
NL - 9700 RD Groningue  
Pays-Bas

Téléphone: + (31 50) 5239 275 ou 5239 178  
Téléfax: + (31 50) 5239 219  
Courrier électronique: [cduor@noord.bart.nl](mailto:cduor@noord.bart.nl)

Le CDIU est chargé de la mise en oeuvre des règlements dans le domaine du commerce international ainsi que des tâches d'information sur les règlements techniques, y compris leur notification.

*\*Article 10, paragraphe 1.2:*

Nederlands Normalisatie Instituut (NNI)  
(Institut néerlandais de normalisation)  
P.O. Box 5059  
NL - 2600 GB Delft  
Pays-Bas

Téléphone: + (31 15) 690 255  
Téléfax: + (31 15) 690 130  
Site Internet: [www.nni.nl](http://www.nni.nl)

*\*Article 10, paragraphe 1.3:*

Raad voor Accreditatie  
(Conseil de l'accréditation)  
P.O. Box 2768  
NL - 3500 GT Utrecht  
Pays-Bas

Téléphone: + (31 30) 2894 500  
Téléfax: + (31 30) 2394 539



### **III. NOTIFICATIONS**

Ministry of Economic Affairs  
(Ministère des affaires économiques)  
Foreign Economic Relations  
(Relations économiques avec l'extérieur)  
P.O. Box 20101  
NL - 2500 EC La Haye  
Pays-Bas

Téléphone: + (31 70) 379 63 32  
Téléfax: + (31 70) 379 72 21

### **IV. ORGANISME À ACTIVITÉ NORMATIVE AYANT ACCEPTÉ LE CODE DE PRATIQUE**

Institut néerlandais de normalisation (NNI)  
Site Internet: [www.nni.nl](http://www.nni.nl)

## **PORTUGAL**

### **I. PUBLICATIONS**

Les textes des règlements techniques, des normes et des procédures d'évaluation de la conformité sont publiés dans le *Diario de Republica* (Journal officiel).

### **II. POINT D'INFORMATION**

Instituto Português da Qualidade  
(Institut portugais de la qualité)  
Rua C à Avenida dos Três Vales  
P - 2825 Monte de Caparica  
Portugal

Téléphone: + (351 1) 294 8100  
Téléfax: + (351 1) 294 8101/8222/8223  
Courrier électronique/Internet: PINCDCP@IPQM.IPQ.GTW-MS.  
MAILPAC.PT  
Courrier électronique X400: C=PT; A=MAILPAC; P=GTW-MS;  
O=IPQ; OU1=IPQM; S=PINCDCP  
Site Internet: [www.ipq.pt](http://www.ipq.pt)

## **ROYAUME-UNI**

### **I. PUBLICATIONS**

Des renseignements sur les projets de normes paraissent dans *BSI Update*, bulletin publié avec *BSI News* par l'organisme ci-après:

British Standards Institution (BSI)  
(Institut britannique de normalisation)  
389 Chiswick High Road  
UK - Londres W4 4AL  
Royaume-Uni

### **II. POINT D'INFORMATION**

*\*Article 10.1:*

WTO Section (Section OMC)  
Department of Trade and Industry  
(Département du commerce et de l'industrie)  
Room 360  
Kingsgate House  
66-74 Victoria Street  
UK - Londres SW1E 6SW  
Royaume-Uni

Téléphone: + (44 171) 215 45 11  
Téléfax: + (44 171) 215 45 12  
Courrier électronique/Internet: [anhar.meah@eirv.dti.gov.uk](mailto:anhar.meah@eirv.dti.gov.uk)  
Courrier électronique X400: C=GB; A=GOLD 400; P=HMGDIT;  
OU1=EIRV; O=DTI; G=Anhar; S=Meah

*\*Article 10.3:*

BSI Information Centre  
(Centre d'information du BSI)  
389 Chiswick High Road  
UK - Londres W4 4AL  
Royaume-Uni

Téléphone: + (44 181) 996 71 11  
Téléfax: + (44 181) 996 70 48  
Courrier électronique/Internet: [info@bsi.org.uk](mailto:info@bsi.org.uk)  
Courrier électronique X400: S=INFO; O=BSI; P=BSI; A=GOLD 400;  
C=GB

### **III. INSTITUTIONS PUBLIQUES LOCALES**

Les institutions publiques locales n'ont pas pour mission d'élaborer ni d'adopter des règlements techniques, des normes ou des procédures d'évaluation de la conformité.

#### **IV. ORGANISME À ACTIVITÉ NORMATIVE AYANT ACCEPTÉ LE CODE DE PRATIQUE**

Institut britannique de normalisation (BSI)  
Site Internet: [www.bsi.org.uk](http://www.bsi.org.uk)

### **SUÈDE**

#### **I. PUBLICATIONS**

Les notifications concernant les projets de règlements techniques et de procédures d'évaluation de la conformité sont publiées dans *Notnytt* (Nouvelles en matière de notification), bulletin de la Direction nationale du commerce, et dans *Exportnytt* (Nouvelles en matière d'exportation), publication du Conseil suédois de l'exportation.

Les règlements adoptés sont publiés dans le Recueil des lois et règlements de la Suède (Lois et ordonnances gouvernementales) et dans les recueils des textes des organes gouvernementaux concernés.

Les titres des projets de normes suédoises et des normes suédoises adoptées paraissent dans le *Bulletin de la SIS* (publication de SIS Förlag AB).

#### **II. POINT D'INFORMATION**

*\*Article 10.1.3:*

Kommerskollegium  
Direction nationale du commerce  
WTO - TBT Enquiry Point  
(Point d'information suédois OTC/OMC)  
Box 6803  
S - 11386 Stockholm  
Suède

Téléphone: + (46 8) 690 48 00  
Téléfax: + (46 8) 690 48 40  
Courrier électronique: [registrator@kommers.se](mailto:registrator@kommers.se)  
[christer.arvius@kommers.se](mailto:christer.arvius@kommers.se)

#### **III. NOTIFICATIONS**

La Direction nationale du commerce s'occupe des notifications.

#### **IV. INSTITUTIONS PUBLIQUES LOCALES**

Les institutions publiques locales n'émettent pas de règlements techniques.

La Direction nationale du commerce a publié un nouveau règlement d'application sur les règles techniques, qui précise les modalités d'application de l'Ordonnance sur les règles techniques (1994: 1290) modifiée par l'Ordonnance (1995: 1022). Depuis le 15 août 1995, le Règlement d'application KFS 1995:5, KK:2 de la Direction nationale du commerce est d'application. Ce texte énonce les prescriptions auxquelles les instances nationales doivent se conformer quand elles élaborent des règles techniques. Il définit aussi les relations entre ces instances et l'organe chargé des

notifications, à savoir la Direction nationale du commerce, pour ce qui touche entre autres aux consultations et à la fourniture ponctuelle de renseignements dans le cadre des obligations internationales de la Suède en matière de notification.

**V. ORGANISMES À ACTIVITÉ NORMATIVE AYANT ACCEPTÉ LE CODE DE PRATIQUE**

Svenska Elektriska Kommissionen (Commission électrotechnique suédoise)  
Site Internet: [www.sekom.se](http://www.sekom.se)

Institut suédois de normalisation - SIS  
Site Internet: [www.sis.se](http://www.sis.se)

Byggstandardiseringen - BST (Institut suédois de normalisation du secteur du bâtiment)

Hälso- och sjukvårdsstandardiseringen – HSS (Institut suédois de normalisation du secteur de la santé)  
Site Internet: [www.hss.se](http://www.hss.se)

Kran- och Hisstandardiseringen – IKH (Institut suédois de normalisation des grues, ascenseurs et monte-charge)

Informationstekniska standardiseringen – ITS (Institut suédois de normalisation informatique)  
Site Internet: [www.its.se](http://www.its.se)

Svensk Material- och Mekanstandard – SMS (Institut suédois de normalisation des matériaux et de normalisation mécanique)  
Site Internet: [www.sms-standard.se](http://www.sms-standard.se)

Allmänna Standardiseringsgruppen – STS (Institut suédois de normalisation générale)  
Site Internet: [www.stg.se](http://www.stg.se)

Tryckkärlsstandardiseringen – TKS (Swedish Pressure Vessel Standardization)  
Site Internet: [www.sis.se/tks/default.htm](http://www.sis.se/tks/default.htm)

## ANNEXE

### Régime européen en matière de règles techniques

La présente annexe vise à faciliter la compréhension du fonctionnement du régime européen en matière de règles techniques. D'une manière générale, il faut faire une distinction entre les dispositions réglementaires adoptées par les autorités publiques, qui sont contraignantes, et les instruments volontaires tels que les normes adoptées par des organismes indépendants de normalisation, qui demeurent facultatifs.

#### I. RÈGLEMENTS TECHNIQUES

En ce qui concerne les règles techniques obligatoires, qu'elles s'appliquent à des spécifications techniques ou aux essais et à l'homologation (y compris, dans ce cas, les procédures administratives), il existe plusieurs instruments permettant d'éviter les obstacles techniques au commerce.

##### 1. Domaine harmonisé visé par la législation communautaire

Dans ce domaine, deux techniques législatives différentes sont appliquées. Dans le cas des directives techniques d'harmonisation utilisées dans le cadre de *l'ancienne approche*, les pouvoirs publics fixent les exigences en matière de protection dans les domaines de la sécurité, de la santé et de l'environnement ou dans des domaines liés à d'autres objectifs légitimes de la Communauté, même si cela implique l'élaboration de textes détaillés. De leur côté, les directives fondées sur la *nouvelle approche* et sur *l'approche globale* énoncent les prescriptions essentielles se rapportant aux produits ainsi que les procédures adéquates d'évaluation de la conformité de ceux-ci, laissant au marché le choix des solutions techniques à mettre en oeuvre pour satisfaire à ces exigences. Le niveau de protection obtenu au moyen de ces deux techniques représente le minimum que les industriels doivent respecter pour être en mesure de vendre leurs produits sur le marché de la Communauté et, en même temps, le maximum qui peut être exigé par les autorités de surveillance du marché des États Membres.

##### 2. Domaine non harmonisé visé par les législations nationales

Dans ce domaine, il n'existe pas de législation communautaire et les États Membres conduisent leurs politiques réglementaires nationales, dans les limites du droit communautaire.

En ce qui concerne les projets de règlements techniques, la directive 83/189/CEE, du 28 mars 1983,<sup>1</sup> oblige les États membres à les notifier à la Commission, qui les communique aux autres États membres; cette procédure permet à la Commission et aux États membres de repérer d'éventuels obstacles au commerce sur le marché intérieur et, en cas de besoin, de prendre les mesures appropriées pour éviter la création de tels obstacles. En ce qui concerne la réglementation existante, qui peut varier selon les États membres, le principe de la reconnaissance mutuelle a été établi et développé en application des articles 30 à 36 du Traité instituant la CEE. Cela signifie que les produits légalement fabriqués ou commercialisés dans un État membre peuvent, en principe, circuler librement dans toute la Communauté européenne.

En outre, la décision 3052/95/CE dispose qu'à compter du 1er janvier 1997 tout État membre adoptant des mesures empêchant ou restreignant la libre circulation d'un certain modèle ou d'un certain type de produit légalement fabriqué ou commercialisé dans un autre État membre doit notifier ces mesures à la Commission. Les mesures à notifier sont celles de nature à entraîner directement ou

---

<sup>1</sup> J.O.C.E. n° L 109 du 26 avril 1983, directive modifiée en dernier lieu par la directive 94/10/CEE du 23 mars 1994 (J.O.C.E. n° L 100 du 19 avril 1994).

indirectement une interdiction générale, un refus d'autorisation, une obligation de modifier le modèle ou le type d'un produit, ou un retrait du marché. Ce nouvel instrument devrait compléter utilement les autres moyens permettant de détecter et de supprimer d'éventuels obstacles résiduels au commerce des marchandises sur le marché unique.

## II. NORMES

Les règles des organismes européens de normalisation CEN, CENELEC et ETSI prévoient que les normes européennes doivent être transposées en normes nationales et que les normes nationales divergentes doivent être supprimées de façon à arriver à une harmonisation effective dans toute la Communauté. En outre, la directive 83/189/CEE oblige les organismes nationaux de normalisation à se notifier mutuellement les nouveaux sujets de travail. Sur cette base, des organismes de normalisation nationaux peuvent demander que l'on élabore des normes européennes plutôt que des normes nationales, ou demander à participer d'une manière active ou passive aux activités nationales en la matière.

Dans divers domaines, la Communauté fait appel à des normes européennes afin de faciliter la mise en oeuvre de cette politique. Un exemple de recours à des normes est fourni par les directives fondées sur la *nouvelle approche*, qui n'établissent que les prescriptions essentielles se rapportant aux produits. Afin de permettre la mise en oeuvre des solutions techniques devant satisfaire aux prescriptions essentielles, les directives fondées sur la *nouvelle approche* prévoient la possibilité d'adopter des normes européennes dans le cadre d'un mandat confié par la Commission. Les produits répondant à ces normes européennes harmonisées bénéficient d'une présomption de conformité avec les prescriptions essentielles obligatoires. Toutefois, l'utilisation de ces normes reste volontaire; il existe toujours la possibilité de faire appel à différentes solutions techniques pour satisfaire aux prescriptions essentielles définies.

Les organismes européens de normalisation ont une grande expérience de la mise en oeuvre des normes internationales et ont conclu des accords de coopération avec leurs homologues étrangers.

## III. PROCÉDURES D'ÉVALUATION DE LA CONFORMITÉ

Les procédures d'évaluation de la conformité de caractère obligatoire sont définies dans des textes réglementaires techniques qui, pour la plupart, soit décrivent directement les procédures d'évaluation de la conformité applicables, soit présentent un choix entre diverses procédures d'évaluation de la conformité possibles. Les directives d'harmonisation technique de la Communauté fondées sur le principe de la *nouvelle approche* depuis 1990 indiquent les procédures spécifiques applicables à partir des différents *modules* définis dans la Décision concernant les modules (décision 80/683/CEE du 13 décembre 1990,<sup>2</sup> annulée et remplacée par la décision 93/465/CEE du 22 juillet 1993).<sup>3</sup> En fonction des types de risques, divers *modules* ont été définis, qui couvrent du contrôle interne de la fabrication (simple déclaration du fabricant) aux techniques d'assurance qualité en passant par la conformité au type. Le respect de toutes les obligations applicables à un produit déterminé confère le droit d'apposer le marquage CE sur ce produit.

---

<sup>2</sup> J.O.C.E. n° L 380, du 31 décembre 1990.

<sup>3</sup> J.O.C.E. n° L 220, du 30 août 1993.

En ce qui concerne les essais et l'homologation dans le secteur des instruments volontaires, la Commission et les organismes européens de normalisation ont mis sur pied l'Organisation européenne d'essais et d'homologation (OEEH), organisation faîtière au sein de laquelle les parties intéressées peuvent conclure des accords de reconnaissance mutuelle. La participation à ces accords volontaires est également ouverte aux sociétés des pays tiers.

---